

# **COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE**

## **RAPPORT ANNUEL**

**(17 février 1962 — 17 mai 1963)**

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

**DOCUMENTS OFFICIELS: TRENTE-SIXIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 4**

**NATIONS UNIES**



**New York, 1963**

## 223 (X). Diffusion de renseignements sur les travaux de la Commission

### *La Commission économique pour l'Amérique latine,*

*Ayant à l'esprit* ses résolutions 191 (IX), 192 (IX) et 198 (IX), ainsi que la résolution 819A(XXXI) du Conseil économique et social,

*Tenant compte* de la documentation que le secrétariat lui a présentée à sa dixième session et notamment du rapport intitulé : « *Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano* » (E/CN.12/680),

*Considérant* que le progrès économique et social futur dépend, non seulement des efforts des gouvernements et des organismes internationaux, mais aussi de l'appui qu'ils trouveront auprès de l'opinion publique latino-américaine,

*Considérant* qu'il faut d'urgence mobiliser, aux fins du développement et de la coopération économique régionale, tous les éléments dynamiques des sociétés latino-américaines,

*Constatant* que les débats de la dixième session ont mis en évidence l'inquiétude que suscite les insuffisances des mécanismes dont on dispose pour faire connaître à l'opinion publique latino-américaine dans son ensemble les nombreux travaux théoriques et pratiques de grande valeur effectués par la Commission et d'autres organismes régionaux,

1. *Demande* au secrétariat de constituer à bref délai un petit groupe consultatif spécial composé d'experts en matière de diffusion des renseignements de caractère économique, ayant l'expérience des conditions en Amérique latine et nommés à titre personnel;

2. *Invite* ce groupe consultatif à mettre au point, avant la fin de l'année 1963, un programme d'action immédiat comprenant :

a) L'analyse des obstacles qui, dans le passé, ont empêché de diffuser largement et en temps opportun, à l'intention de l'opinion publique latino-américaine dans son ensemble, les importantes contributions théoriques et pratiques apportées par la Commission et d'autres organismes de coopération régionale;

b) Des propositions concrètes tendant à la prompte élimination de ces obstacles et mettant spécialement l'accent sur les mesures que l'on peut prendre pour s'assurer le concours, en vue de la diffusion de renseignements de caractère économique, des établissements d'enseignement à tous les niveaux, de la presse, de la radio, de la télévision et des organisations du secteur privé en Amérique latine;

c) Des suggestions concernant la mobilisation des ressources financières nécessaires pour lancer effectivement cette campagne d'information sur les efforts déployés, à l'échelon régional, dans le domaine du développement et de la coopération économique;

3. *Prie* le secrétariat de faire connaître aux gouvernements des Etats membres de la Commission, lors de la prochaine session du Comité plénier, les recommandations du groupe consultatif spécial et les mesures prises pour les appliquer.

16 mai 1963.

## 224 (X). Programmation de l'habitation

### *La Commission économique pour l'Amérique latine,*

*Ayant examiné* la note du secrétariat sur le rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification (E/CN.12/681), créé conformément à la résolution 903 C (XXXIV) du Conseil économique et social, et le rapport provisoire intitulé: « *Informe del Seminario Latinoamericano de Estadísticas y Programación de la Vivienda* » (E/CN.12/647), établi par le Cycle d'études latino-américain sur les statistiques et les programmes en matière de logement qui s'est tenu à Copenhague (Danemark) du 2 au 22 septembre 1962 sous les auspices conjoints du Gouvernement danois et de l'Organisation des Nations Unies, en collaboration avec divers services de l'Organisation des Etats américains,

*Considérant* que les conditions de logement de vastes secteurs de la population de l'Amérique latine sont extrêmement précaires et qu'en outre ces conditions se sont, d'après les estimations, aggravées dans plusieurs pays au cours de la décennie 1950-1960, de sorte qu'il faut adopter au plus tôt des politiques et des programmes nationaux fondés sur des statistiques meilleures et des méthodes de planification adéquates,

*Reconnaissant* qu'il est nécessaire que les gouvernements formulent des programmes nationaux de construction de logements dans le cadre des plans nationaux de développement économique et social en vue d'obtenir une utilisation plus efficace des ressources et de rendre compatibles les projets d'amélioration des conditions de logement et les exigences du développement économique,

*Rappelant* que le Conseil économique et social a recommandé, dans sa résolution 903 C (XXXIV), que le Secrétaire général soit autorisé à doter de personnel supplémentaire la Direction des affaires sociales et à renforcer dans une mesure correspondante les effectifs des commissions économiques régionales, conformément à la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1961, pour leur permettre d'exécuter les travaux de recherche et d'organisation nécessaires au développement efficace du programme des Nations Unies en matière d'habitation, d'installations collectives connexes et de planification physique,

*Ayant à l'esprit* les activités de plusieurs institutions régionales dans le domaine de l'habitation, en particulier celles qui sont placées sous les auspices de la Banque interaméricaine de développement, ainsi que l'intérêt que cette institution porte à l'amélioration des données de base objectives pour l'élaboration de politiques et de programmes de logement dans les pays d'Amérique latine,

1. *Prend note* de la résolution 903 C (XXXIV) par laquelle le Conseil économique et social a invité les commissions économiques régionales à renforcer leurs activités dans ce domaine et à coopérer pleinement aux travaux du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification;

2. *Prend note avec satisfaction* du rapport provisoire intitulé : « *Informe del Seminario Latinoamericano de Estadísticas y Programación de la Vivienda* » (E/CN.12/

647), approuve les conclusions générales qu'il contient (par. 578 à 582), recommande au secrétariat de publier ce rapport sous sa forme définitive et de le distribuer aux gouvernements, et remercie tout particulièrement la Commission économique pour l'Europe de sa collaboration à l'organisation du Cycle d'études;

3. *Prend note également avec satisfaction* de la création, dans le cadre du programme d'assistance technique des Nations Unies, d'un groupe consultatif en matière de programmation et de financement de l'habitation, rattaché au secrétariat de la Commission;

4. *Demande* au secrétariat :

a) De mettre au point, en collaboration avec l'Institut latino-américain de planification économique et sociale, et au besoin avec l'aide d'experts, des méthodes de base appropriées pour formuler des programmes de logement dans les pays d'Amérique latine, notamment des méthodes permettant d'évaluer les pénuries de logements et les constructions nécessaires pour satisfaire les besoins minimums dans le domaine du logement;

b) De favoriser les échanges de données d'expérience entre les gouvernements sur les politiques et programmes d'habitation, les méthodes de construction de logements et les systèmes de financement de l'habitation, de collaborer avec les organismes nationaux à la préparation de projets déterminés de recherche ou de démonstration pour trouver la meilleure solution au problème du logement, ainsi que d'étendre au reste de la région et d'intensifier les travaux du Bureau de la Commission à Mexico sur les questions de normalisation des matériaux et de coordination modulaire;

c) D'organiser, en collaboration avec l'Institut latino-américain de planification économique et sociale, des cours de programmation de l'habitation à l'intention des fonctionnaires des institutions ou organismes nationaux qui s'occupent des questions de logement;

d) De coordonner étroitement ses activités avec celles des organismes internationaux qui effectuent des travaux dans ce domaine afin d'éviter un gaspillage d'efforts.

16 mai 1963.

## 225 (X). Développement agricole

*La Commission économique pour l'Amérique latine,*

*Considérant* que la production agricole de divers pays d'Amérique latine n'a pas augmenté dans le passé récent à un rythme satisfaisant, ce qui a contribué à aggraver les problèmes de ces pays en matière de commerce extérieur, que cette production n'a pas contribué directement à l'amélioration du niveau de l'alimentation de la population et que, d'une manière générale, cette situation a eu une influence défavorable sur le développement économique et social,

*Considérant* qu'il est indispensable de faire disparaître les obstacles de caractère structurel et institutionnel qui entravent une application généralisée de techniques de production plus modernes grâce auxquelles il serait

possible d'accroître la productivité du sol et de la main-d'œuvre, ainsi que d'assurer la conservation adéquate des ressources agricoles et forestières,

*Tenant compte* du fait que les défauts du régime foncier et du régime d'utilisation des eaux, et l'insuffisance des services de recherche, de vulgarisation, de crédit, de commercialisation, d'enseignement et de formation agricoles, figurent au nombre des obstacles les plus graves,

*Se rendant compte* que le processus de réadaptation de l'agriculture sur le plan structurel et institutionnel doit s'intégrer dans le cadre de la programmation générale du développement économique et social,

1. *Prend note avec satisfaction* du document intitulé : « Problemas y perspectivas de la agricultura latino-americana » (E/CN.12/686 et Corr.1), préparé conjointement par le secrétariat et par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que des travaux accomplis et de la coordination assurée conjointement dans le domaine du développement agricole et de la réforme agraire par la Commission, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Etats américains, la Banque interaméricaine de développement et l'Institut interaméricain des sciences agricoles, par l'intermédiaire du Comité interaméricain de développement agricole;

2. *Prend également note avec satisfaction* de la coopération prêtée actuellement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Fonds spécial dans le domaine de la formation technique grâce à la création et au renforcement des facultés d'agriculture et de sylviculture, d'écoles spécialisées et d'instituts de recherche et de formation en matière de sylviculture, de pêche et de réforme agraire;

3. *Demande* au secrétariat et à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture de poursuivre ou d'entreprendre, en collaboration avec les autres organismes internationaux et régionaux compétents, et plus particulièrement avec ceux qui font partie du Comité interaméricain de développement agricole, des études de base concernant le développement agricole des pays d'Amérique latine, et ce faisant, de s'attacher de préférence à :

a) Préparer, en ce qui concerne les régimes fonciers et les régimes d'utilisation des eaux dans les pays de la région qui ne sont pas inclus dans l'étude effectuée actuellement par le Comité interaméricain de développement agricole, une étude de nature à fournir aux gouvernements une meilleure base sur laquelle ils pourraient se fonder pour adopter des mesures visant à transformer les structures actuelles en vue de surmonter les obstacles qui s'opposent à l'amélioration de la technique et au progrès économique et social des populations rurales;

b) Etudier les niveaux de productivité agricole prévalant dans les divers pays de la région, ce qui aiderait à déterminer les changements techniques qu'il y a lieu d'apporter pour élever ces niveaux et contribuer à accroître la mesure dans laquelle les économies agricoles des pays latino-américains se complètent, compte tenu de l'existence de zones agricoles présentant des caractéristiques et des problèmes communs à l'intérieur de la région;